



BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
8 janvier au 25 février 2026

Sommaire

Fait marquant

- Bilan du premier anniversaire de l'*AI Opportunities Action Plan*

Economie numérique et régulation

- Lancement d'une consultation pour réformer les procédures et la gouvernance de l'Autorité de la concurrence britannique
- La CMA renonce à imposer des exigences de conduites à *Google* et *Apple* pour améliorer la concurrence dans les services d'applications
- Le gouvernement britannique a fermement réagi à l'affaire Grok, et poursuit sa politique pour renforcer la sécurité en ligne des mineurs
- Le Premier ministre britannique fait marche arrière sur son projet d'introduction d'outils d'identité numérique
- Le Royaume-Uni et le Japon réaffirment leur partenariat sur les sciences et les nouvelles technologies
- Le Royaume-Uni développe un cadre d'évaluation de détection des deepfakes avec des entreprises technologiques

Données et intelligence artificielle

- Le Royaume-Uni était présent au Sommet indien « l'AI Impact Summit »
- Le gouvernement investit 36M£ dans la construction du supercomputer à Cambridge
- L'Agence de recherche britannique a publié sa stratégie sur l'intelligence artificielle
- *Open-AI*, *Microsoft* et d'autres entreprises du secteur rejoignent une initiative sur la sécurité de l'IA lancée par l'AI Security Institute britannique

Spatial

- L'entreprise britannique de lanceurs *Orbex* a été placée en redressement judiciaire

Nouvelles technologies

- Le Royaume-Uni lance un partenariat avec la Bulgarie dans le secteur des semi-conducteurs

Ecosystème tech

- UBS investit dans la création d'un nouveau centre de recherche sur l'IA au sein de l'Université d'Oxford
- Le gouvernement britannique prend une participation dans *Kraken*, la branche technologique d'*Octopus Energy*
- Barnsley est devenue la première 'Tech town' du Royaume-Uni

Fait marquant :

Bilan du premier anniversaire de l'AI Opportunities Action Plan

Le mois de janvier 2026 marquait le premier anniversaire de la publication du Plan sur les opportunités de l'IA du Royaume-Uni, donnant l'occasion au gouvernement britannique de faire le [bilan](#) des actions engagées pour développer le secteur de l'IA au R-U depuis janvier 2025. Le [communiqué du gouvernement](#) énonce que 38 des 50 objectifs du plan ont été mis en œuvre, dans les 3 axes du plan :

– **Section 1 – Poser les fondations :**

- Cet axe portait principalement sur le développement des **capacités de calcul** au R-U. Ainsi, [5 zones de croissances de l'IA](#) (AI Growth Zones) ont été créées (la dernière étant celle de [Lanarkshire](#) dans le nord de l'Angleterre, annoncée le 29 janvier 2026), mobilisant 28,2Mds£ d'investissements privés conséquents d'entreprises américaines. Le gouvernement a développé ses capacités de calcul pour le développement de l'IA au sein de l'administration grâce à [Isambard-AI](#), un supercomputer hébergé au sein de l'Université de Bristol, qui sera relié à une nouvelle infrastructure de données, la « British Library for the AI age », également reliée au supercomputer écossais EPCC (*Edinburgh Parallel Computing Centre*).
- En ce qui concerne les **données**, le gouvernement a publié un [rapport d'état d'avancement du projet de Banque nationale de données](#) (*National Data Library*), soutenu par un financement de 100M£. Suite à la phase d'étude et de consultation lancée en janvier 2025 pour identifier les opportunités et définir les priorités de la *National Data Library*, le Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) a lancé 5 projets d'utilisation des données publiques, dans les domaines de la santé, de la lutte contre le changement climatique, de l'énergie, de l'éducation, et du droit (accompagnement juridique des PME). De plus, le gouvernement a publié le 19 janvier des [lignes directrices et un guide de bonnes pratiques](#) pour la création de bases de données adaptées à l'IA au sein de l'administration et des services publics, ainsi qu'une [enquête](#) sur le potentiel des données dans le secteur public.
- Du côté de la **formation et des talents**, des programmes ont été lancés, comme la bourse Spärck AI et les bourses TechGrad pour les étudiants de premier cycle, ainsi que des programmes pour l'apprentissage et la formation continue (Tech first, Tech local). Afin d'atteindre l'objectif de 10 millions de travailleurs formés à l'IA d'ici 2030, le gouvernement a lancé le [AI Skills Hub](#), une sélection de cours sur l'IA développés par l'industrie et accessibles en ligne à tous les adultes.

- Le gouvernement a aussi renforcé son soutien à son **Institut de la sécurité de l'IA** (*AI Security Institute*), à travers une enveloppe financière de 240M£. L'AI SI a également pris en 2025 la présidence du réseau international des instituts de sécurité de l'IA, et a travaillé en collaboration avec les régulateurs sectoriels sur des AI sandboxes transversales (bacs à sable réglementaires), dans le cadre du « *AI Growth Labs* ». Plus récemment, le Ministre des Entreprises et du Commerce Peter Kyle, et la Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Liz Kendall ont publié une [lettre ouverte aux régulateurs](#), leur demandant de publier un plan sur le développement sûr et sécurisé de l'IA dans leurs secteurs respectifs.
- **Section 2 – Changer des vies grâce à l'adoption de l'IA :**
 - Le gouvernement a massivement investi le champ du **développement de l'IA au sein de l'administration** au cours de l'année passée. De nombreux outils comme Minute (résumé de réunion), Extract (conversion d'anciens documents d'urbanisme en données numériques pour accélérer la délivrance des permis de construire) et Consult (analyse et résumé des consultations citoyennes) ont été créés et sont actuellement en phase de test.
 - Concernant l'adoption de l'IA au sein du secteur privé, le gouvernement a lancé sa Stratégie industrielle moderne en juin 2025 identifiant les 8 secteurs prioritaires pour le déploiement de l'IA. Pour chaque secteur, un 'AI Champion' a été nommé, et sera chargé d'assurer la diffusion des opportunités de l'IA dans son domaine d'activité.
- **Section 3 – Sécuriser l'avenir grâce au développement national de l'IA :**
 - Le gouvernement a créé une unité dédiée à l'IA souveraine, la « *Sovereign AI Unit* », chargée de bâtir les capacités britanniques dans le secteur, et de soutenir les entreprises britanniques de l'IA. Dans ce cadre, le gouvernement prévoit de mettre de la capacité de calcul à disposition de startups et chercheurs britanniques, et d'investir dans l'attraction de capitaux et la création de jeux de données pour les entreprises. La nouvelle phase du plan « *Sovereign AI* » devrait être lancée en avril 2026, et disposer d'un budget de 500M£.

Economie numérique et régulation

Lancement d'une consultation pour réformer les procédures et la gouvernance de l'Autorité de la concurrence britannique

Dans la continuité des pressions exercées par le gouvernement britannique pour que les autorités de régulation s'impliquent davantage dans son agenda de croissance, la politique de concurrence britannique pourrait devenir de plus en plus modérée et conciliante.

D'une part, le Ministère des Entreprises et du Commerce a lancé une consultation, « [Refining our competition regime](#) », afin de réformer les procédures et la gouvernance de l'Autorité de la concurrence britannique, la *Competition and Markets Authority* (CMA).

Les réformes envisagées visent à améliorer le rythme, la prévisibilité, la proportionnalité et les processus de l'autorité, mais celles-ci apporteraient des changements majeurs dans l'application du droit de la concurrence au Royaume-Uni.

Les principaux changements envisagés par le DBT, qui impacteraient fortement les enquêtes sur les marchés et les fusions, sont les suivants :

- Les décisions sur les fusions (phase 2 des enquêtes) seraient prises par le board de la CMA (dont les membres sont nommés directement par Ministre du DBT), et non plus par un comité d'experts indépendant.
- Les pouvoirs du Ministre du DBT seraient renforcés, notamment vis-à-vis des documents d'orientation de la CMA ('*guidelines*', lignes directrices). L'approbation politique à présent nécessaire pour les enquêtes relatives aux marchés numériques, aux sanctions civiles et à la coopération internationale, serait étendue à d'autres décisions de la CMA, telles que les fusions.
- L'accélération des enquêtes de marché (*market studies*), qui durent actuellement 2 à 3 ans.
- La restriction des critères justifiant l'ouverture d'une enquête par la CMA, considérés actuellement par les entreprises comme trop « ouverts ».
- Le prolongement des délais pour la proposition de mesures correctives par les entreprises concernées par des enquêtes en phase 1, afin d'éviter une investigation plus approfondie en phase 2.
- La suppression de l'obligation pour la CMA de répondre aux saisines des régulateurs sectoriels. L'autorité pourrait se concentrer uniquement sur les secteurs présentant un potentiel de croissance et d'investissement, conformément à l'agenda du gouvernement.

Ces propositions impliquant un contrôle plus centralisé des travaux de l'autorité suscitent certaines inquiétudes, questionnant l'indépendance de la CMA. La consultation est ouverte jusqu'au 31 mars. Pour être mises en œuvre, ces mesures nécessiteront des modifications de l'*Enterprise Act* et du *Competition Act*, qui devront de fait être votées par le Parlement.

La CMA renonce à imposer des exigences de conduites à Google et Apple pour améliorer la concurrence dans les services d'applications

Dans le cadre de l'application du *Digital Markets, Competition and Consumers Act* (l'équivalent britannique du DMA), [la CMA a publié le 28 janvier](#) les mesures (*conduct requirements*) qu'elle prévoyait d'imposer à *Google* pour garantir une concurrence plus juste sur ses services de recherche. Les [propositions](#) portent sur le contrôle des éditeurs, le classement équitable des offres et des applications (notamment par l'IA) et la portabilité des données, et doivent faire l'objet d'une consultation jusqu'au 25 février.

Apple faisait aussi l'objet d'une enquête de la CMA, ayant été désigné comme entreprise ayant un '*strategic market status*' l'année dernière.

Toutefois, le 10 février, [la CMA a renoncé à imposer ces exigences de conduites issues du DMCC Act sur les services d'applications](#), en acceptant les « engagements » de *Google* et d'*Apple*. L'Autorité de la concurrence britannique a justifié ce choix en affirmant que ces engagements s'inscrivent dans le cadre d'un programme de travail plus large, qui devrait aborder d'autres questions clés au cours des prochains mois – notamment celle de la taxe que font payer *Google* et *Apple* aux développeurs pour les achats d'abonnements à des biens et services numériques via leur boutique d'applications. *Apple* et *Google* ont salué cette décision, tandis que d'autres acteurs, notamment les développeurs d'applications et de logiciels, estiment que le R-U est « loin derrière » les autres pays dans la lutte contre les pratiques non-concurrentielles mises en place par les géants de la tech. La CMA a déclaré qu'elle prendrait « rapidement » des mesures pour mettre en œuvre des exigences de conduite formelles si les entreprises ne respectaient pas efficacement leurs engagements.

Le gouvernement britannique a fermement réagi à l'affaire Grok, et poursuit sa politique pour renforcer la sécurité en ligne des mineurs

Dès les premières révélations sur la génération d'images sexualisées par *Grok*, le gouvernement britannique a réagi fermement : le Premier ministre Keir Starmer a qualifié ces images de « honteuses » et de « dégoûtantes » ([Politico](#)), tandis que la ministre du *Department for Science, Innovation and Technology (DSIT)*, Liz Kendall, a publiquement qualifié ces pratiques d'« absolument épouvantables », et a exigé des réponses immédiates de la part de X, qui ne se limitent pas à restreindre l'utilisation aux clients payants de la plateforme. Cette ligne ferme a provoqué une [escalade](#) de la part d'Elon Musk, qui a qualifié le gouvernement britannique de « fasciste », considérant la controverse comme un « prétexte à la censure ».

L'Ofcom, le régulateur britannique en charge de l'application de la loi sur la sécurité en ligne (Online Safety Act), s'est saisi du sujet le 5 janvier, en demandant à xAI de communiquer des informations sur son outil, puis en lançant le 12 janvier [une enquête officielle](#) à l'encontre de X pour non-respect aux exigences de l'OSA, sous une procédure accélérée.

La Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Liz Kendall s'est également exprimée à la Chambre des Communes le 12 janvier pour soutenir l'action du régulateur, et a annoncé que le fait de créer ou demander la création d'une image intime sans consentement serait considéré comme un « délit prioritaire » (*priority offence*) dans le cadre de l'Online Safety Act (OSA), et que les applications de nudification seraient criminalisées dans le cadre du projet de loi sur la criminalité et la police (*Crime and Policing Bill*). Le gouvernement utilise donc des projets de loi actuellement en cours d'examen au Parlement pour renforcer les règles de sécurité en ligne initialement énoncées dans l'OSA.

Cette réaction ferme du gouvernement britannique a contraint X à [retirer la fonctionnalité de dénudification](#) de Grok le 14 janvier.

En parallèle, l'Information Commissioner's Office, le régulateur britannique pour la protection des données personnelle, a également [lancé une enquête sur X et x.AI](#) le 3 février, au sujet de leur traitement des données personnelles à travers l'outil d'IA Grok.

Alors que l'Ofcom a subi une forte pression du gouvernement pour une action rapide sur cette affaire, le [régulateur a affirmé dans un communiqué le 3 février que les chatbots d'IA ne rentrent pas dans le champ de l'Online Safety Act](#), et qu'une action du gouvernement et des législateurs était dès lors nécessaire pour engager toute action contre la plateforme Grok (seuls les services d'utilisateurs à utilisateurs, les services de recherche, et les sites diffusant des contenus pornographiques sont compris dans le champ de l'OSA). L'Ofcom a assuré continuer à examiner l'opportunité de lancer une enquête formelle sur la conformité de Grok à l'OSA, sous l'angle des règles relatives aux contenus pornographiques.

De ce fait, le 16 février, suite à la publication de ce communiqué de l'Ofcom sur les lacunes de l'*Online Safety Act* pour les chatbots d'IA, le [Premier ministre Keir Starmer a affirmé](#) « qu'aucune plateforme ne serait épargnée » dans le cadre de la politique du gouvernement britannique en matière de sécurité en ligne. Une fois la consultation sur la sécurité des enfants en ligne close, le gouvernement prévoit de faire rentrer les chatbots d'IA dans le champ de l'OSA, et d'introduire d'autres mesures pour renforcer la sécurité en ligne des enfants, notamment à travers des amendements au projet de loi '*Children's Wellbeing and Schools*'. Keir Starmer a réaffirmé son souhait de faire du Royaume-Uni une nation leader en matière de sécurité en ligne.

De plus, l'affaire Grok a relancé le débat sur l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans. Ainsi, [une consultation a été lancée](#) par le gouvernement sur la possibilité d'introduire cette mesure au Royaume-Uni, sur le modèle australien. Cette consultation, qui devrait rendre ses conclusions à l'été 2026, explore également d'autres solutions pour renforcer la sécurité en ligne des mineurs, comme une restriction à l'utilisation des chatbots IA par les enfants, l'imposition de limites d'âge pour l'utilisation des VPN, la suppression de fonctionnalités qui favorisent une utilisation addictive des réseaux sociaux comme le *scrolling* infini, et la modification de l'âge du consentement numérique.

Certaines voix fortes du parti travailliste comme Andy Burnham, le maire de Manchester, soutiennent cette interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans, tout comme certains partis d'opposition, tels que les [Libéraux Démocrates](#) et les [Conservateurs](#). Toutefois, le 21 janvier 2026, un amendement proposant l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 16 ans introduit dans le projet de loi sur le bien-être des enfants et les écoles (*Children's Wellbeing and Schools Bill*) par un conservateur de la Chambre des Lords a été [rejeté](#).

Par la suite, le 19 février 2026, le Premier ministre a fourni des [précisions sur les amendements qui seront introduits](#) dans le projet de loi sur la criminalité et la police (*Crime and Policing Bill*), en assurant que les plateformes auront l'obligation de supprimer les images sexuelles non-consenties en 48h, et devront mettre en place des mécanismes permettant aux victimes de signaler une image intime à une seule plateforme, pour qu'elle soit supprimée sur tous les autres services.

En parallèle, l'Ofcom continue d'appliquer des sanctions aux entreprises ne respectant pas leurs obligations en matière de contrôle d'âge pour l'accès aux contenus pornographiques. Le régulateur britannique a [ouvert une enquête sur Novi Ltd](#), et a [imposé une amende de 1,35M£ à 8579 LLC](#), en plus des 50 000£ pour ne pas avoir répondu aux demandes d'informations de l'Ofcom. Le régulateur [échange également avec d'autres régulateurs internationaux](#) sur cette problématique des contrôles d'âge dans le cadre du réseau mondial des régulateurs en matière de sécurité en ligne (Global Online Safety Regulators Network).

Enfin, le Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie a [publié une campagne de sensibilisation à destination des parents](#), « You Won't Know until You Ask », fournissant des conseils pratiques aux parents afin de soutenir les parents dans la sécurisation des activités en ligne de leurs enfants.

[Le Premier ministre britannique fait marche arrière sur son projet d'introduction d'outils d'identité numérique](#)

Dans le cadre de la politique de lutte contre l'immigration illégale, Keir Starmer souhaitait mettre en place un contrôle du droit au travail grâce à l'identité numérique. Ce [projet controversé a été abandonné par le Premier ministre](#), et d'autres formes d'identification seraient privilégiées, comme les passeports biométriques, ou les visas électroniques. Si Downing Street a présenté ce changement comme une simple modification technique, il supprime l'élément fondamental du projet : l'introduction de technologies d'identité numérique pour contrôler le droit de travail au Royaume-Uni. Les citoyens britanniques étaient fermement opposés à cette mesure, par peur que les outils d'identité numérique soient généralisés, et que les contrôles se multiplient dans d'autres domaines. Des consultations sont actuellement en cours pour déterminer quelle solution pourrait être utilisée pour lutter contre le travail illégal. Ce retour en arrière a suscité une vive critique du chef de l'opposition Kemi Badenoch, tant sur l'idée initiale d'introduire des outils d'identité numérique, que sur les revirements à répétition du gouvernement travailliste.

Le Royaume-Uni et le Japon réaffirment leur partenariat sur les sciences et les nouvelles technologies

Dans la continuité de l'accord de coopération sur les sciences et les technologies quantiques signé entre le R-U et le Japon le 25 avril 2025, [les deux Etats ont réaffirmé leur volonté de collaborer dans les sciences et les nouvelles technologies](#) lors de la visite de Keir Starmer au Japon début février. Au-delà du quantique, le R-U et le Japon souhaitent étendre leur coopération à d'autres domaines comme les sciences de la vie (recherche de nouveaux médicaments tout particulièrement), la connectivité, et le spatial. Ainsi, les deux Etats lancent 3 nouveaux projets communs de recherche sur les technologies quantiques, et financent conjointement un programme de recherche doté d'un budget de 6M£ sur les technologies de connectivité avancées, notamment alimentées par l'IA. Les dirigeants ont également convenu d'organiser une nouvelle réunion du Comité mixte Japon-Royaume-Uni sur la coopération scientifique et technologique, qui n'a pas eu lieu depuis trois ans, et de mettre en place une nouvelle consultation sur le spatial. De plus, ce partenariat s'accompagne du renforcement des liens entre les entreprises britanniques et japonaises. A titre d'exemple, *Orchard Therapeutics*, la filiale britannique de la société japonaise *Kyowa Kirin*, s'apprête à investir environ 11M£ au R-U, et la société britannique *Oxford Nanopore Technologies*, spécialisée dans la génomique, va conclure un partenariat stratégique pluriannuel avec le fournisseur japonais de tests génétiques *Genesis Healthcare* (A.D.A.M Innovations). L'ensemble de ces collaborations font du Japon l'un des partenaires privilégiés du R-U dans le champ de la science et des nouvelles technologies.

Le Royaume-Uni développe un cadre d'évaluation de détection des deepfakes avec des entreprises technologiques

Le Ministère de l'Intérieur britannique (*Home Office*), en lien avec le Ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (*Department for Science, Innovation & Technology*), l'Alan Turing Institute, des chercheurs et des entreprises comme Microsoft, s'unissent pour [développer un cadre de détection et d'évaluation des deepfakes](#). Ce cadre vise à établir des standards pour évaluer les outils et technologies détectant les *deepfakes*. De plus, le gouvernement britannique a récemment financé un défi de détection de ces contenus avec *Microsoft*, qui a mobilisé plus de 350 experts. Cet événement sous forme de hackathon a permis d'évaluer une gamme de fournisseurs de solutions basés au Royaume-Uni et à l'international, qui permettront de lutter contre la création de *deepfakes*.

Données et intelligence artificielle

Le Royaume-Uni était présent au Sommet indien, « l'AI Impact Summit »

Le Royaume-Uni était représenté au [Sommet pour l'action sur l'IA à New Delhi](#) par David Lammy, *Deputy Prime Minister*, et le Secrétaire d'Etat à l'IA Kanishka Narayan. Les Britanniques se sont félicités d'avoir initié l'organisation de ces Sommets à travers l'*AI Safety Summit* de Bletchley Park en 2023, et d'avoir orienté l'agenda des Sommets suivants, à Séoul, Paris, et New Delhi. A cette occasion, le Royaume-Uni a insisté sur les 100Mds d'investissements réalisés par des entreprises étrangères dans l'IA depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, et l'importance des liens entre l'Inde et le R-U dans ce secteur, notamment à travers la présence d'entreprises indiennes au R-U, telles qu'*Infosys*, *Tata Consultancy Services* et *Wipro*.

Le communiqué du gouvernement mentionne également le succès de la visite du Premier ministre en Inde en octobre 2025, où 1,3 Mds£ d'investissements indiens au R-U avaient été annoncés. L'AI Impact Summit indien a donc permis au Royaume-Uni de réaffirmer sa place comme leader dans le secteur de l'IA, et d'insister sur son attractivité pour les investissements internationaux dans ce champ. Parmi les initiatives du Sommet soutenues par le R-U, on retrouve notamment la création d'un centre d'IA pour les langues africaines, et les initiatives du programme AI for Development, notamment celles en Asie du Sud et du Sud-Est, et à l'Université du Cap.

Le gouvernement investit 36M£ dans la construction du supercomputer à Cambridge

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'*AI Opportunities Action Plan*, le gouvernement a annoncé le 26 janvier un [financement de 36M£ pour la construction d'un nouveau supercomputer à Cambridge](#), afin de multiplier par 6 les capacités de calcul actuelles du hub technologique. DAWN, le superordinateur actuel de Cambridge, met déjà à disposition ses capacités de calcul pour les chercheurs de l'Université de Cambridge et de grandes entreprises (*AI Research Ressource*), et a soutenu plus de 350 projets jusqu'à présent. Cette puissance de calcul supplémentaire devrait entrer en service dès le printemps 2026, et servira des projets d'IA dans les champs de la santé, des services publics, et de la lutte contre le réchauffement climatique. Cette nouvelle infrastructure sera équipée des derniers GPU MI355X d'*AMD Instinct* – faisant partie des puces les plus avancées au monde – intégrés par *Dell Technologies*, et une pile logicielle d'IA très innovante fournie par *UK SME StackHPC*. Ainsi, le supercomputer pourra traiter des ensembles de données plus volumineux, et des projets d'IA plus ambitieux.

L'Agence de recherche britannique a publié sa stratégie sur l'intelligence artificielle

UK Research & Innovation (UKRI), l'agence finançant la recherche au Royaume-Uni, [a publié sa première stratégie pour le secteur de l'intelligence artificielle](#). L'IA est déjà au cœur des projets de UKRI, qui a obtenu un financement record de 1,6 Md£ pour ce secteur pour les 4 prochaines années, dans le cadre du budget défini par le gouvernement en juin 2025 (*Spending Review*). Cette nouvelle stratégie prévoit des investissements massifs dans la recherche sur l'IA et la formation de nouveaux talents, en lien avec l'écosystème privé. 6 domaines prioritaires ont été identifiés, comme la promotion d'une IA responsable et fiable, et la création de données et infrastructures d'IA.

Open-AI, Microsoft et d'autres entreprises du secteur rejoignent une initiative sur la sécurité de l'IA lancée par l'AI Security Institute britannique

Suite au Sommet sur l'impact de l'IA qui s'est tenu à New Delhi du 16 au 20 février, [l'institut de sécurité de l'IA britannique \(AI Security Institute – AISI\) relance son projet « AISI's Alignment project »](#), une initiative lancée à l'été 2025, visant à renforcer l'orientation des systèmes d'IA avancée afin qu'ils agissent de manière fiable, conformément aux intentions humaines, sans comportements involontaires ou nuisibles. La première phase du projet avait attribué des subventions à 60 projets dans 8 pays différents. Pour cette nouvelle phase qui s'ouvrira à l'été 2026, l'initiative sera dotée d'un budget de 27M£, dont 5,6M£ issus de l'entreprise américaine *Open-AI*, et d'autres acteurs comme *Microsoft*, *Amazon Web Services* et *Anthropic*, ainsi que des fonds d'instituts de sécurité de l'IA canadien, australien, et d'agences de recherche britanniques (*UK Research & Innovation*, et l'*ARIA*). Le projet combine des subventions pour la recherche, l'accès à des infrastructures informatiques et le mentorat académique par des scientifiques de l'AISI, afin de faire progresser la recherche sur l'alignement.

Spatial

L'entreprise britannique de lanceurs Orbex a été placée en redressement judiciaire

Orbex, la société écossaise spécialisée dans le développement le lancement, a annoncé le 11 février son [placement en redressement judiciaire](#), à la suite de l'échec des négociations avec l'entreprise franco-allemande *The Exploration Company*. Malgré des promesses de tests en 2026, la société valorisée à 220M£ (256 millions d'euros) en 2022, n'est pas parvenue à lever les fonds supplémentaires nécessaires pour éponger sa dette de 49M£. Son CEO, Phil Chambers, a annoncé aux 160 salariés de l'entreprise que l'ensemble des tentatives de levée de fonds, fusion ou acquisitions avaient conduit à des échecs. Dès lors, son lanceur « Prime », conçu pour lancer 200 kg en orbite basse, et qui devait effectuer son premier vol d'essai en 2026, ne pourra répondre aux ambitions de l'entreprise. *Orbex* faisait partie des 5 lauréats du « *European Launcher Challenge* » de l'Agence spatiale européenne (ESA), et participait à d'autres programmes de l'agence, qui devront donc être revus. Les discussions avec *The Exploration Company* ont échoué en raison du refus du gouvernement britannique d'injecter de nouveaux fonds, après avoir déjà soutenu *Orbex* à hauteur de 20M£.

Nouvelles technologies

Le Royaume-Uni lance un partenariat avec la Bulgarie dans le secteur des semi-conducteurs

Dans le cadre du partenariat stratégique entre le Royaume-Uni et la Bulgarie, le Ministère des entreprises et du commerce (*Department for Business and Trade*) [renforce ses liens avec la Bulgarie dans le champ des semi-conducteurs](#). Cette collaboration s'appuie sur des liens déjà établis entre les industries et universités grâce au *Science and Technology Network* (STN), ayant conduit à des protocoles d'accord entre les universités de Glasgow et Sofia, et dans le champ industriel entre *TechWorks UK* et la société bulgare *BASEL*. La prochaine phase de ce partenariat se concentrera sur le lancement de l'usine de carbure de silicium vert en Bulgarie, l'approfondissement des partenariats de R&D, et l'expansion des initiatives en matière de compétences. En associant l'expertise britannique en matière de semi-conducteurs composés, à la capacité de production de la Bulgarie, STN a contribué à jeter les bases d'une collaboration à long terme dans les domaines de la recherche et du développement et à créer des opportunités d'investissement commercial. Les objectifs de ce partenariat sont de sécuriser la chaîne d'approvisionnement, accélérer l'innovation, et former des talents.

Ecosystème tech

UBS investit dans la création d'un nouveau centre de recherche sur l'IA au sein de l'Université d'Oxford

La banque suisse a financé à hauteur de 15M£ la création d'un nouveau centre de recherche sur l'IA au sein de l'Université d'Oxford, nommé '[Oxford-UBS Centre for Applied Artificial Intelligence](#)'. L'Université d'Oxford n'a pas fourni d'informations sur sa contribution financière à ce partenariat, affirmant que celle-ci serait variable au cours du temps. Le centre accueillera 20 chercheurs de l'Université d'Oxford, qui travailleront sur les applications dans l'économie, sur la gouvernance de l'IA, l'avenir du travail et la durabilité.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'objectifs ambitieux fixés par UBS en matière d'intelligence artificielle, qui compte déjà plus de 300 cas d'usage directs de l'IA.

Le gouvernement britannique prend une participation dans *Kraken*, la branche technologique d'*Octopus Energy*

Le [gouvernement britannique va prendre une participation de 25M£ dans *Kraken*](#), l'entreprise technologique issue d'*Octopus Energy*, aujourd'hui évaluée à 8,65Mds\$. Cet investissement réalisé via la *British Business Bank* vise à convaincre *Octopus Energy* de s'introduire à la bourse de Londres, et à inciter *Kraken* à se développer au Royaume-Uni. Cet investissement fait suite à de nombreux départs d'entreprises britanniques s'introduisant à la bourse de NY, et intervient après que Greg Jackson, le fondateur d'*Octopus Energy*, ait accusé le mois dernier la Bourse de Londres de ne pas faire preuve de suffisamment de « dynamisme », ajoutant que le choix entre une cotation à Londres ou à New York était « aléatoire », mais que la décision devrait être prise dans les 18 prochains mois. En parallèle, Greg Jackson a été nommé conseiller du gouvernement et membre non exécutif du conseil d'administration du Cabinet Office.

De plus, cette participation du gouvernement dans *Kraken* s'inscrit dans le cadre d'un investissement plus large de 125 M£ de la *British Business Bank* dans les sciences de la vie, les technologies de pointe et l'intelligence artificielle.

Barnsley est devenue la première 'Tech town' du Royaume-Uni

Afin d'assurer le développement technologique sur l'ensemble du territoire britannique, le gouvernement a [nommé la première 'Tech town' du Royaume-Uni](#). Il s'agit de Barnsley, un ancien berceau industriel dans le Yorkshire. La ville sera soutenue dans ses efforts de diffusion de l'IA dans les services publics, la santé, l'éducation et le travail. Au cours des prochains mois, les habitants seront invités à une série de « Tech Town Halls », afin de contribuer à définir la manière dont l'IA sera utilisée dans leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs lieux de travail et leurs rues commerçantes. De plus, le Seam Digital Campus sera étendu, et deviendra l'un des campus régionaux dédiés à l'IA.